ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, de la Modernisation des services publics et des Institutions scientifiques et culturelles nationales, le 21 mai 1991, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "créant et organisant un Bureau-conseil en informatique", a donné le 10 juillet 1991 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 21 mei 1991 door de Minister van Binnenlandse Zaken, van de Modernisering van de Openbare Diensten, en van de Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot oprichting en organisatie van een Adviesbureau voor informatica", heeft op 10 juli 1991 het volgend advies gegeven :

PREAMBULE.

1. Il est d'usage de ne viser au préambule que les dispositions constituant le fondement de l'arrêté et celles que l'arrêté tend à modifier formellement.

Dès lors sont inutiles et doivent être omis les textes visés aux alinéas 2, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12 et 13.

2. L'alinéa 3 devrait être rédigé comme suit :

"Vu la loi du 23 décembre 1974 relative aux propositions budgétaires 1974-1975, notamment l'article 34 et l'article 34bis, y inséré par la loi du 21 mars 1991;".

3. Conformément à l'usage, l'alinéa 18 doit être rédigé comme suit :

"Vu le protocole des 22 février 1991 et 3 avril 1991 du Comité des services publics nationaux, communautaires et régionaux".

DISPOSITIF.

Il est d'usage de numéroter les chapitres en chiffres cardinaux romains.

Article 1er
(devenant les articles 1er et 2).

Le paragraphe 1er porte création du Bureau-conseil en informatique (en abrégé B.C.I.).

Le paragraphe 2 donne des définitions.

Il serait préférable de diviser l'article 1er en deux articles distincts, le premier portant création du B.C.I., le deuxième groupant les définitions.

En ce qui concerne l'article 1er, § 1er, devenant l'article 1er, son alinéa 3 précise que le statut des conseillers en informatique est défini aux chapitres II et III. Cette disposition est superflue.

Il est proposé de rédiger l'alinéa 2 du paragraphe 1er, devenant l'alinéa 2 de l'article 1er, comme suit :

"Le B.C.I. est composé de quatorze conseillers, soumis au statut des agents de l'Etat, sous réserve des dérogations prévues par le présent arrêté".

La rédaction proposée présente l'avantage d'éviter des répétitions (voir les articles 5, § 3, 9, 11, alinéa 1er, et 13 en projet).

En outre, les définitions données à l'article 1er, § 2, devenant l'article 2, devraient être revues en fonction de l'avis donné par le Conseil d'Etat le 29 mai 1991, sous le

nE L. 20.705/2, au sujet d'un projet d'arrêté royal "relatif à la politique d'informatisation dans les services publics".

Comme dans l'avis précité, il est suggéré de compléter l'énumération des définitions par la définition suivante :

"Ministre compétent : le Ministre qui exerce sur les services publics l'autorité hiérarchique ou le pouvoir de contrôle".

Article 2 (devenant l'article 3).

L'article définit les missions dévolues au B.C.I.

Suivant les explications du délégué du Ministre, les termes dont il est usé à l'article 2 tendent à attribuer au B.C.I. l'ensemble des tâches qui lui sont confiées par l'arrêté royal relatif à la politique d'informatisation dans les services publics en projet, c'est-à-dire des tâches d'assistance en matière de coordination et d'avis en matière de marchés informatiques.

Les termes utilisés dans l'article pour décrire les tâches du B.C.I. pouvant prêter à confusion, il serait préférable de renvoyer à l'arrêté royal en projet relatif à la politique d'informatisation dans les services publics.

Article 3 (devenant l'article 4).

1. L'alinéa 1er du paragraphe 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Le Ministre met un conseiller en informatique à la disposition de chaque Ministre compétent; un seul conseiller en informatique peut cependant être chargé de dossiers relevant d'un ou de plusieurs Ministres compétents".

2. Les alinéas 2 et 5 du paragraphe 1er devraient être fusionnés en un alinéa rédigé comme suit :

"En exécution de l'arrêté royal du ..., les conseillers en informatique assistent le Ministre compétent dans l'élaboration des plans d'informatisation et lui donnent un avis en ce qui concerne les marchés informatiques".

3. Les alinéas 3 et 4 seraient rédigés comme suit :

"Ils donnent les avis à titre individuel. Ils relèvent de l'autorité du Ministre. Toutefois, ils ...".

Article 5
(devenant les articles 6 et 7).

1. L'article a trait à des matières différentes et devrait être scindé en des articles distincts, comportant l'un le paragraphe 1er (devenant l'alinéa unique de l'article 6), l'autre les paragraphes 3, 4 et 5 (devenant les alinéas 1er, 2 et 3 de l'article 7).

2. A l'article 5, § 3 (devenant l'article 7, alinéa 1er), il faut omettre les mots "conformément aux règles de recrutement des agents de l'Etat, sous réserve des dérogations prévues par le présent arrêté", qui sont superflus en raison du texte proposé pour l'article 1er.

3. Au paragraphe 4 et au paragraphe 5 de l'article 5 (devenant les alinéas 2 et 3 de l'article 7), il y a lieu d'omettre respectivement les mots "classé au rang 13" et "classé au rang 14".

4. Quant au paragraphe 2, qui est un texte modificatif, il doit être inséré dans le chapitre IV dont l'intitulé devrait, dès lors, être rédigé comme suit : "Dispositions modificatives, transitoires et finales".

Le tableau visé au paragraphe 2 a subi de très nombreuses modifications. Comme il n'est pas reproduit à la Pasinomie, il est impossible de déterminer, de manière précise, les modifications apportées à l'intitulé concerné. Dès lors, il est d'usage, dans pareille situation, de ne pas mentionner les modifications apportées au tableau.

Il faut dès lors écrire :

"Au tableau ... que peuvent porter les agents des administrtions de l'Etat, sous l'intitulé : "II. Classement par ordre alphabétique", ... (la suite comme au projet)".

Article 6 (devenant l'article 8).

Les dérogations prévues à l'article 6 sont licites (1).

Toutefois, la dérogation autorisée par l'article 6, 1E, deuxième phrase, de la loi du 26 mars 1968 doit être motivée. En outre, le "considérant" figurant à l'alinéa 16 du préambule de l'arrêté en projet vise le personnel de carrière des cadres d'Afrique, alors que l'article en projet vise les personnes ayant accompli des services à la coopération avec les pays en voie de développement.

Article 7 (devenant l'article 9).

Il est proposé de rédiger l'article comme suit :

"Pour participer au concours de recrutement, les candidats doivent :

---

(1)Voyez article 5, alinéa 2, des lois des 3 août 1919 et 27 mai 1947; article 3, alinéa 2, 1E, de l'arrêté royal nE 3 du 18 avril 1967; article 6, alinéa 2, de la loi du 26 mars 1968.

1Eêtre porteurs d'un diplôme donnant accès au ... (la suite comme à l'alinéa 1er de l'article 7);

2Eavoir une expérience professionnelle ... (la suite comme à l'alinéa 2 de l'article 7)".

Article 8.

L'article doit être omis comme étant superflu puisque les conseillers en informatique sont soumis au statut des agents de l'Etat, compte tenu de la rédaction proposée ci-dessus pour l'article 1er.

Article 9 (devenant l'article 10).

La rédaction suivante est proposée :

"Le concours de recrutement comporte trois épreuves :

1Eune épreuve écrite constituant la rédaction ... (la suite comme au projet);

2Eune épreuve psychotechnique ayant pour but de vérifier si les candidats ... (la suite comme au projet);

3Eune épreuve orale portant sur les connaissances professionnelles suivantes :

a) l'informatique ...

b) les méthodologies ...

c) la gestion de l'information ...".

Article 10 (devenant l'article 11).

L'article serait mieux rédigé comme suit :

"Les lauréats qui se sont classés en ordre utile sont admis au stage.

Les lauréats qui ne sont pas classés en ordre utile sont inscrits dans une réserve ... (la suite comme au projet)".

Article 11 (devenant l'article 12).

1. A l'alinéa 1er, les mots "Sans préjudice des dispositions prévues au chapitre III relatif ... portant le statut des agents de l'Etat" sont superflus et doivent être omis, en raison de la rédaction proposée ci-dessus pour l'article 1er.

2. L'alinéa 3 peut également être omis puisque les conseillers en informatique sont, conformément au texte proposé pour l'article 1er, soumis au statut des agents de l'Etat.

3. Pour le surplus, il est proposé de rédiger l'article comme suit :

"Le stage est placé sous la direction du fonctionnaire dirigeant le B.C.I., qui demande l'avis du directeur général de la formation pour l'organisation du stage".

Article 12 (devenant l'article 13).

1. Au paragraphe 1er, on peut se demander si l'auteur du projet n'a pas entendu déroger au statut des agents de l'Etat en écartant la procédure devant la commission interdépartementale des stages.

Suivant les explications fournies par le délégué du Ministre, tel n'est pas le cas.

Il faudrait donc revoir la disposition afin d'éviter que le paragraphe 1er de l'article en projet paraisse déroger à l'article 28sexies de l'arrêté royal du 2 octobre 1937.

2. Quant au paragraphe 2, il est superflu puisqu'il ne s'agit pas d'une dérogation au statut des agents de l'Etat.

Article 13.

Compte tenu du texte proposé pour l'article 1er, l'article 13 est superflu et doit être omis.

Article 14.

Le texte néerlandais de l'article devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la partie néerlandaise du présent avis.

Chapitre IV.

Quant à l'intitulé du chapitre, il y a lieu de se reporter à l'observation formulée sous l'article 5, § 2.

Article 15 (nouveau).

Il convient, comme il a été dit ci-avant, d'insérer un nouvel article 15 reproduisant le paragraphe 2 de l'article 5.

Article 15 (devenant l'article 16).

La rédaction suivante est proposée :

"Tant qu'aucun des conseillers en informatique ne satisfait à la condition prévue par l'article 5, alinéa 3, la direction du B.C.I. est assurée par un fonctionnaire désigné pour un terme renouvelable de cinq ans, par le Roi, sur la proposition du Ministre, ... (la suite comme au projet)".

Article 16 (devenant l'article 17).

L'article serait mieux rédigé comme suit :

"Jusqu'à l'entrée en service effective des conseillers ... du Service d'administration générale exécutent les tâches prévues aux articles 3 et 4".

Article 17 (devenant l'article 18).

La rédaction suivante est proposée :

"Nos Ministres qui ont la modernisation des services publics et la fonction publique dans leurs attributions sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté".

OBSERVATION FINALE.

L'arrêté royal en projet ne pourra entrer en vigueur que lorsque l'arrêté royal relatif à la politique d'informatisation dans les services publics aura été pris.

AANHEF.

1. Het gebruik wil dat in de aanhef uitsluitend melding wordt gemaakt van de bepalingen die rechtsgrond opleveren voor het besluit en van de bepalingen die door het besluit uitdrukkelijk zullen worden gewijzigd.

Bijgevolg moeten de teksten waarnaar wordt verwezen in het tweede, het vierde, het vijfde, het zesde, het zevende, het achtste, het negende, het tiende, het elfde, het twaalfde en het dertiende lid, als overbodig vervallen.

2. Het derde lid zou moeten worden geredigeerd als volgt :

"Gelet op de wet van 23 december 1974 betreffende de budgettaire voorstellen 1974-1975, inzonderheid op artikel 34 en op artikel 34bis, ingevoegd bij de wet van 21 maart 1991;".

3. Overeenkomstig hetgeen gebruikelijk is, moet het achttiende lid worden geredigeerd als volgt :

"Gelet op het protocol van 22 februari 1991 en 3 april 1991 van het Comité voor de nationale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten;".

BEPALEND GEDEELTE.

Het is gebruikelijk de hoofdstukken te nummeren met Romeinse cijfers.

Artikel 1
(dat de artikelen 1 en 2 wordt).

Paragraaf 1 voorziet in de oprichting van het Adviesbureau voor Informatica (afgekort als A.B.I.).

Paragraaf 2 geeft definities.

Het verdient aanbeveling artikel 1 te verdelen in twee afzonderlijke artikelen, het eerste houdende oprichting van het A.B.I. en het tweede met de definities.

In artikel 1, § 1, dat artikel 1 wordt, bepaalt het derde lid dat het statuut van de adviseurs in informatica wordt bepaald in de hoofdstukken II en III. Die bepaling is overbodig.

Voorgesteld wordt het tweede lid van paragraaf 1, dat het tweede lid van artikel 1 wordt, te redigeren als volgt :

"Het A.B.I. bestaat uit veertien adviseurs, die onder de toepassing vallen van het statuut van het rijkspersoneel, onder voorbehoud van de in dit besluit bepaalde afwijkingen".

De voorgestelde redactie heeft het voordeel dat herhalingen worden voorkomen (zie de ontworpen artikelen 5, § 3, 9, 11, eerste lid, en 13).

Bovendien zouden de definities gegeven in artikel 1, § 2, dat artikel 2 wordt, moeten worden herzien uitgaande van het advies dat de Raad van State op 29 mei 1991 onder het nr. L. 20.705/2 heeft gegeven over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende het informaticabeleid in de overheidsdiensten".

Zoals in dat advies, wordt voorgesteld de lijst van de definities aan te vullen met de volgende definitie :

"Bevoegde Minister : de Minister die het hiërarchische gezag of de controlebevoegdheid uitoefent over de overheidsdiensten".

Artikel 2 (dat artikel 3 wordt).

Het artikel bepaalt de taken van het A.B.I.

Volgens de uitleg van de gemachtigde van de Minister zijn de in artikel 2 gebruikte bewoordingen bedoeld om aan het A.B.I. alle taken te verlenen die eraan worden toegekend door het ontworpen koninklijk besluit betreffende het informaticabeleid in de overheidsdiensten, dat wil zeggen taken van bijstand inzake coördinatie en adviserende taken inzake informatica-opdrachten.

Aangezien de in het artikel gebruikte woorden om de taken van het A.B.I. te beschrijven, verwarring kunnen stichten,

zou het beter zijn te verwijzen naar het ontworpen koninklijk besluit betreffende het informaticabeleid in de overheidsdiensten.

Artikel 3 (dat ar tikel 4 wordt).

1. Het eerste lid van paragraaf 1 zou beter worden geredigeerd als volgt :

"De Minister stelt een adviseur in informatica ter beschikking van elke bevoegde Minister; één enkele adviseur in informatica kan evenwel worden belast met dossiers van een of meer bevoegde Ministers".

2. Het tweede en het vijfde lid van paragraaf 1 zouden moeten worden samengevoegd in één lid, luidende als volgt :

"Ter uitvoering van het koninklijk besluit van ..., verlenen de adviseurs in informatica bijstand aan de bevoegde Minister bij het opmaken van de informaticaplannen en dienen zij hem van advies over de informaticaopdrachten".

3. Het derde en het vierde lid zouden worden geredigeerd als volgt :

"Ze verstrekken hun adviezen individueel. Ze staan onder het gezag van de Minister. Ze oefenen ...".

Artikel 5
(dat de artikelen 6 en 7 wordt).

1. Het artikel handelt over verschillende aangelegenheden en zou moeten worden opgesplitst in afzonderlijke artikelen, het ene bestaande uit paragraaf 1 (dat het enige lid van artikel 6 wordt) en het andere bestaande uit de paragrafen 3, 4 en 5 (die het eerste, het tweede en het derde lid van artikel 7 worden).

2. In artikel 5, § 3, (dat artikel 7, eerste lid, wordt) dienen de woorden "overeenkomstig de regelen inzake werving van het rijkspersoneel, onder voorbehoud van de afwijkingen opgenomen in dit besluit", die overbodig zijn wegens de voor artikel 1 voorgestelde tekst, te vervallen.

3. In paragraaf 4 en paragraaf 5 van artikel 5 (die het tweede en het derde lid van artikel 7 worden) dienen respectievelijk de woorden "in rang 13 ingedeelde" en "in rang 14 ingedeelde" te vervallen.

4. Paragraaf 2, die een wijzigingstekst is, moet worden ingevoegd in hoofdstuk IV, waarvan het opschrift dan als volgt zou moeten luiden : "Wijzigings-, overgangs- en slotbepalingen".

De in paragraaf 2 bedoelde tabel is al heel vaak gewijzigd. Aangezien zij niet in de Pasinomie is opgenomen, is het onmogelijk om precies uit te maken welke wijzigingen in het bewuste opschrift zijn aangebracht. In zo'n geval is

het dan ook gebruikelijk de in de tabel aangebrachte wijzigingen niet te vermelden.

Men schrijve dus :

"In de tabel ... waarvan de ambtenaren in de rijksbesturen kunnen titularis zijn, worden onder het opschrift : "I. Alfabetische rangschikking" ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 6 (dat artikel 8 wordt).

De in artikel 6 bepaalde afwijkingen zijn geoorloofd (2).

De door artikel 6, 1E, tweede volzin, van de wet van 26 maart 1968 geoorloofde afwijking moet evenwel met redenen worden omkleed. Bovendien is in de overweging in het zestiende lid van de aanhef van het ontworpen besluit sprake van het beroepspersoneel van de kaders van Afrika terwijl in het ontworpen artikel sprake is van de personen die bij de technische coöperatie met de ontwikkelingslanden diensten hebben gepresteerd.

---

(2)Zie artikel 5, tweede lid, van de wetten van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947; artikel 3, tweede lid, 1E, van het koninklijk besluit nr. 3 van 18 april 1967; artikel 6, tweede lid, van de wet van 26 maart 1968.

Artikel 7 (dat artikel 9 wordt).

Voorgesteld wordt het artikel te redigeren als volgt :

"Om deel te nemen aan het vergelijkend wervingsexamen, moeten de kandidaten :

1Ehouder zijn van een diploma dat toegang geeft tot de graad van informaticus in de rijksbesturen, bedoeld in het koninklijk besluit ... (voorts zoals in het eerste lid van artikel 7);

2Eten minste vijf jaar beroepservaring hebben op het vlak van de informatica of het beheer, ofwel in niveau 1 in de overheidssector, ofwel in een door de vaste wervingssecretaris gelijkwaardig geachte functie in de particuliere sector".

Artikel 8.

Het artikel moet als overbodig vervallen omdat de adviseurs in informatica onder de toepassing vallen van het statuut van het rijkspersoneel, gelet op de redactie die hierboven is voorgesteld voor artikel 1.

Artikel 9 (dat artikel 10 wordt).

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Het vergelijkend wervingsexamen bestaat uit drie examengedeelten :

1Een schriftelijk gedeelte bestaande in het schrijven van een samenvatting en een kritische bespreking ... (voorts zoals in het ontwerp);

2Een psychotechnisch gedeelte dat tot doel heeft uit te maken of de kandidaten ... (voorts zoals in het ontwerp);

3Een mondeling gedeelte over de volgende beroepskennis :

a)de informatica in de overheidssector : historisch overzicht, doeleinden, organisatie;

b) de ontwikkelingsmethodologieën ...;

c)het informatiebeheer ...".

Artikel 10 (dat ar tikel 11 wordt).

Het artikel zou beter worden geredigeerd als volgt :

"De geslaagde kandidaten die voor benoeming in aanmerking komen, worden tot de proeftijd toegelaten.

De geslaagde kandidaten die niet voor benoeming in aanmerking komen, worden opgenomen in een wervingsreserve ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 11 (dat artikel 12 wordt).

1. In het eerste lid moeten de woorden "Onverminderd de bepalingen van hoofdstuk III, betreffende ... houdende het statuut van het Rijkspersoneel" als overbodig vervallen wegens de redactie die hierboven is voorgesteld voor artikel 1.

2. Het derde lid kan ook vervallen omdat de adviseurs in informatica, overeenkomstig de voor artikel 1 voorgestelde tekst, onder de toepassing van het statuut van het rijkspersoneel vallen.

3. Voor het overige wordt voorgesteld het artikel te redigeren als volgt :

"De proeftijd verloopt onder de leiding van de ambtenaar die aan het hoofd staat van het A.B.I.; deze vraagt het advies van de directeur-generaal van de vorming voor de organisatie van de proeftijd".

Artikel 12 (dat artikel 13 wordt).

1. Bij paragraaf 1 kan men zich afvragen of de steller van het ontwerp niet de bedoeling heeft gehad van het statuut van het rijkspersoneel af te wijken door de procedure voor de interdepartementale stagecommissie weg te laten.

Volgens de door de gemachtigde van de Minister verstrekte uitleg is dat niet het geval.

De bepaling zou dan ook moeten worden herzien opdat paragraaf 1 van het ontworpen artikel niet de indruk geeft af te wijken van artikel 28sexies van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937.

2. Paragraaf 2 is overbodig omdat het geen afwijking van het statuut van het rijkspersoneel betreft.

Artikel 13.

Gelet op de voor artikel 1 voorgestelde tekst moet artikel 13 als overbodig vervallen.

Artikel 14.

De Nederlandse tekst van het artikel zou beter worden geredigeerd als volgt :

"Artikel 14.-

De adviseurs in informatica kunnen niet gemachtigd worden om opdrachten te aanvaarden ter uitvoering van het koninklijk besluit ... Zij komen evenmin in aanmerking voor de toepassing van het koninklijk besluit ...".

Hoofdstuk IV.

Voor het opschrift van het hoofdstuk wordt verwezen naar de opmerking bij artikel 5, § 2.

Artikel 15 (nieuw).

Zoals hiervoren is gezegd, dient een nieuw artikel 15 te worden ingevoegd dat bestaat in paragraaf 2 van artikel 5.

Artikel 15 (dat artikel 16 wordt).

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Zolang geen van de adviseurs in informatica aan de in artikel 5, derde lid, gestelde voorwaarde voldoet, wordt het A.B.I. geleid door een ambtenaar die voor een vernieuwbare termijn van vijf jaar door de Koning wordt aangewezen. Het wordt voorgedragen door de Minister ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 16 (dat artikel 17 wordt).

Het artikel zou beter worden geredigeerd als volgt :

"Tot de effectieve indiensttreding van de adviseurs in informatica, voeren de informatici van de Sectie Informatica en Organisatie van de Dienst Algemeen Bestuur de in de artikelen 3 en 4 bepaalde taken uit".

Artikel 17 (dat ar tikel 18 wordt).

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Onze Ministers die bevoegd zijn voor de modernisering van de openbare diensten en voor het openbaar ambt zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit".

SLOTOPMERKING.

Het ontworpen koninklijk besluit zal pas in werking kunnen treden als het koninklijk besluit betreffende het informaticabeleid in de overheidsdiensten zal zijn vastgesteld.

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Y. BOUCQUEY, conseillers d'Etat,
Y. KREINS, staatsraden,

F. RIGAUX, assesseurs de la section de législation,
C. DESCHAMPS, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par Mme A. DEBUSSCHERE, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée par M. I. KOVALOVSZKY, référendaire adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. A. DEBUSSCHERE, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld door de H. I. KOVALOVSZKY, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. J.-J. STRYCKMANS.